



Convention du PCF sur l'industrie Conclusions de Pierre Laurent

Seul le prononcé fait foi.

Chères, chers camarades,

La qualité de nos travaux souligne combien nous avons eu raison d'organiser cette convention nationale sur l'industrie. Je voudrais remercier ses organisateurs : Alain Obadia, Isabelle De Almeida, Eric Corbeaux, Yves Dimicoli, Didier Le Reste, Nicolas Marchand, Yann Henzel. Remercier tous nos invités politiques, syndicaux, les députés européens d'Espagne, d'Allemagne, Jean-François Bolzinger pour sa synthèse des ateliers.

Cette convention va marquer une étape importante dans la réflexion et l'action de notre parti. Elle va connaître des suites immédiates et à long terme, et c'est à cela que je voudrais consacrer mon propos. Elle s'inscrit dans le travail général du Parti pour préparer la convention nationale sur notre projet, que nous tiendrons en amont de notre prochain congrès, au premier semestre 2016.

La question industrielle est, pour nous, au centre des solutions à la crise globale que nous connaissons : crise économique de la production et des financements, crise du travail et de la démocratie, crise politique où la désespérance prend le pas sur le sens commun de l'avenir pour notre société.

Parler d'avenir industriel, nos débats l'ont montré, c'est parler de tout ce qui nous ramène au cœur de la crise politique actuelle. L'industrie est victime de sa subordination aux exigences de la finance. Mais ce sont tous les choix humains qui y sont aujourd'hui subordonnés. Et c'est parce qu'elles refusent de s'en émanciper que les forces dominantes, avec le Medef et le gouvernement, n'ont ni projet industriel, ni vision pour le développement productif, social et écologique.

Il n'y avait pas de projet sérieux, industriel, pas de projet de développement, pas de projet visant le redressement productif pour la France dans l'agenda du gouvernement.

Tant qu'il n'existera pas de projet ambitieux pour l'industrie française, tant que les robinets financiers seront fermés à un nouveau type de développement, c'est l'emploi qui va trinquer. Le nouveau modèle de développement social et écologique attendu du 21^e siècle sera repoussé aux calendes grecques.

C'est un axe fondamental, ce n'est pas qu'une question sectorielle, autour duquel les forces vives de notre pays doivent se rassembler avant qu'il ne soit trop tard.

C'est pourquoi je veux réitérer aujourd'hui l'appel que j'ai lancé il y a quinze jours à Montreuil, lors de la conférence nationale du PCF. Un appel au rassemblement de toutes les forces sociales, politiques de la gauche, les forces du monde du travail et de la création, les forces vives de la nation. Un appel au rassemblement dans l'urgence pour travailler et agir au redressement de notre pays, pour éviter le désastre d'une France qui va dans le mur et d'un échec historique de la gauche.

Personne ne peut prétendre répondre à ce défi sans placer au cœur des solutions l'objectif d'une nouvelle industrialisation, à commencer par nous. Sous le coup des politiques menées depuis des décennies au service de la finance, la France, si elle n'est pas encore heureusement totalement défigurée, voit ses capacités très abaissées. Son système républicain, enfant de la Révolution française, est à bout de souffle. Sa grande voix d'indépendance, qui pesait dans le monde du côté des forces de paix et de progrès, souffre d'une extinction. Son modèle social, construit au fil des luttes ouvrières, populaires et nationales est attaqué. Son exception culturelle s'estompe. Ses atouts industriels sont menacés. Notre discussion a montré que nous étions à un moment essentiel.

La France a des atouts considérables. La France est encore la cinquième puissance économique mondiale. Son industrie, ses savoir-faire, ses productions, le travail de ses ouvriers, techniciens, ingénieurs et chercheurs rayonnent dans le monde. Le succès de la sonde Philae vient de le montrer avec éclat. Mais, toute cette richesse est aujourd'hui déstabilisée.

Tout ceci est attaqué parce que les capitalistes, les dirigeants des grands groupes multinationaux, des banques, ont choisi l'impasse du court terme égoïste de la spéculation, de la finance, de la rentabilisation de tous les gains de production contre le partage et les choix, pourtant à portée de main, d'un nouveau type de développement.

Le choix de la finance, appuyé par les politiques au pouvoir depuis des décennies, détruit chaque jour le tissu industriel du pays. Je ne reviens pas sur les chiffres. Depuis 1990, la production industrielle de la France a reculé de 11,4 %, plus que dans les autres pays européens. Plus de 2 millions d'emplois industriels ont été détruits dans les trente années qui ont suivi 1980. L'emploi industriel représentait 24 % des emplois en 1980, il n'en représente plus que 13 % aujourd'hui.

Au cœur de cette dégringolade, il y a les exigences de rentabilité financière. Ce qu'on appelle le coût du capital.

Ce n'est pas seulement que la finance vampirise l'industrie, c'est qu'elle a pris le pouvoir sur les choix de gestion. C'est ce pouvoir qu'il faut reconquérir si nous voulons inverser la tendance.

Pourquoi et comment récupérer le pouvoir sur les choix de la France, sur les choix du devenir des entreprises ?

Je veux dire d'abord que pour nous, le choix d'une France industrielle est un choix de société. Nous n'avons jamais cédé aux sirènes de la société post-industrielle et nous en sommes fiers. Cela a largement été démontré ce week-end. Le remplacement de l'industrie par les services est une thèse qui ne tient pas la route.

Services et industrie sont de plus en plus étroitement liés. D'abord parce que ce qui est considéré souvent comme « services » ne sont que des tâches externalisées de ce qui faisait partie intégrante de la production industrielle.

Il en est ainsi des « services » informatiques, de la logistique, de la maintenance, du gardiennage et du nettoyage. Et, de plus en plus, des services comptables.

De plus, on ne peut aujourd'hui considérer comme en dehors du processus de production industrielle, les services de l'ingénierie, la recherche, le développement des produits, la formation des salariés, la logistique, le recyclage... Ces activités de services sont aujourd'hui l'oxygène dans le sang de l'industrie.

Ensuite, parce que se développe à grands pas ce qu'on appelle « l'économie de fonctionnalité ». Quand on achète un smartphone, on achète un produit industriel et une série de services auxquels la possession du smartphone nous permet d'accéder. Il en va de plus en plus de même dans l'automobile où les pratiques de location, de covoiturage se développent, ou dans l'aéronautique. Location, colocation, revente, partage... dans cette économie de la fonctionnalité, où c'est la valeur d'usage des produits industriels qui prédomine, industrie et services tendent à se confondre.

Nous n'avons jamais non plus accepté l'idée d'une délocalisation inéluctable de l'emploi industriel. C'est une certaine vision de la mondialisation qui donne tout le pouvoir au seul capital de se déplacer, de localiser ces activités, en s'appuyant sur les possibilités de la révolution numérique. Comme l'a dit Philippe Martinez, *« c'est un modèle où les salariés sont de plus en plus flexibles face à une organisation du travail et face à une certaine conception de la mondialisation de plus en plus rigide. »*

Cette vision, qui a sacrifié l'emploi industriel, en France plus qu'ailleurs, est une triple impasse historique. D'abord l'idée que l'on va vers un monde où la conception serait ici, et l'assemblage dans le Sud, serait complètement archaïque. Or, le monde ne va pas vers cela.

D'ailleurs, les peuples et les dirigeants des pays émergents ne veulent plus que leurs pays ne soient seulement considérés comme l'atelier d'assemblage de produits conçus ailleurs. Ils cherchent le développement de leurs propres capacités. La Corée du Sud consacre 4,36 % de ses richesses à la recherche. Depuis l'an 2000, la part des richesses consacrées à la science et l'innovation en Europe est passée seulement de 1,74 % à 1,97 % quand, en Chine,

elle a plus que doublé, partant de 0,90 % pour atteindre 1,98 %, dépassant aujourd'hui les efforts de l'Europe. Cette vision du monde : la recherche au Nord et l'atelier d'assemblage au Sud, ce n'est pas la conception de la Corée, de la Chine, de l'Inde ou du Brésil et ce n'est pas notre conception du monde. C'est une erreur de le penser.

Notre conception est celle d'un nouveau monde, de la coopération équitable. La France est en retard dans le dialogue qu'elle devrait développer avec les pays émergents. La France n'est pas attentive aux initiatives des BRICS et ne les soutient pas alors qu'au contraire, elle devrait être extrêmement active pour construire des modèles alternatifs de mondialisation.

Deuxièmement, le low cost, contrairement à une idée très répandue, ce n'est pas pour ailleurs. Le low cost c'est à la fois ici et ailleurs. C'est une arme de dumping social au sein même de l'Union européenne. Dans de nombreux domaines industriels, la principale concurrence low cost est une concurrence intra-européenne, organisée par les grands groupes.

Les travailleurs détachés deviennent une spécialité intra-européenne, pour organiser le dumping social, dans la zone la plus développée du monde.

On voit bien que l'attaque contre toutes les garanties sociales – qui est une des orientations systématiques des politiques européennes – est une attaque qui se mène à partir des lieux de décisions français. Ce n'est pas une menace extérieure.

Ce qui est visé, ce n'est donc pas un modèle de spécialisation géographique, c'est une mise en concurrence généralisée contre le travail, au nom de la compétitivité et du prétendu coût du travail. Nous combattons, nous, pour la relocalisation de nos activités industrielles, l'égalité de droits de tous les travailleurs, la coopération, contre la concurrence.

Un mot suite à la remarque de Bertrand Péricaud. Nous voulons batailler sur cette question centrale de la reconquête du pouvoir, de la souveraineté. Il faut démystifier le discours de Marine Le Pen et du FN. Elle fait mine de parler souveraineté nationale, mais associe systématiquement cela à la préférence nationale, présentée comme une garantie des droits des salariés, et évacue dans les propositions concrètes ce qui touche au pouvoir de la finance.

À l'inverse, nos propositions sont des positions de reconquête concrète de souveraineté, et cette bataille doit se construire à tous les niveaux.

C'est reconquérir des pouvoirs dans l'entreprise sur les choix de gestion, à l'inverse du Front national qui porte des attaques systématiques contre les syndicats.

Nos propositions de reconquête visent la reconstruction d'une politique industrielle nationale démocratisée.

Elles comprennent la question fondamentale du pôle public financier, du rôle des banques et de la BCE afin de ne plus être dépendants de la finance.

Elles œuvrent à la construction d'une politique industrielle européenne et non pas une politique de repli. Elles visent à la création d'un fonds de développement social européen.

Elles travaillent la question des moyens de changer la mondialisation et non de s'en protéger, comme s'il suffisait d'ériger des barrières en laissant intactes les règles actuelles de la concurrence et de la mondialisation.

Le Front national avance la question de la préférence nationale, c'est-à-dire de droits différents parmi les travailleurs français et européens. C'est le revers du dumping social accepté. À l'inverse, il nous faut nous battre avec force pour des outils de souveraineté associés à des droits nouveaux de tous les travailleurs et pour une harmonisation sociale qui éradique progressivement le dumping social organisé par la finance. C'est une bataille extrêmement importante qui est devant nous, une bataille politique que nous sommes obligés de mener. Nous devons affronter ce débat politique et le mener avec des propositions concrètes et fortes.

Enfin, sur la question écologique, nous plaçons pour un couplage intelligent entre énergie et industrie sans opposer l'une à l'autre. Nous plaçons pour l'éco-conception contre l'obsolescence programmée du productivisme actuel.

Nous plaçons pour des filières de réparation et de maintenance et, plus globalement, pour des conceptions d'économie circulaire qui permettent de mettre en réseau les entreprises et les productions pour organiser leur complémentarité, leur coopération et lutter contre les gâchis.

La primauté doit être accordée à la qualité, à la durabilité, à la modularité des productions qui permettent d'y intégrer au fur et à mesure les avancées technologiques.

Nous plaçons pour la maîtrise des métiers et des savoir-faire sans lesquels il n'y a pas de lutte possible contre ces gâchis.

Les productions doivent intégrer, dès leur conception, les paramètres de la sécurité des consommateurs et des salariés, l'économie des matières premières et des ressources naturelles, l'efficacité énergétique, la gestion et le recyclage des produits et des déchets.

Nous avons d'autres axes de bataille essentiels, pour de nouvelles cohérences de solidarité et de complémentarité, contre les fausses oppositions qui sont développées pour diviser les forces sociales :

- La bataille essentielle de l'organisation du travail contre les gâchis entraînés par la casse de l'organisation du travail et des qualifications .
- Bataille, aussi, cela a été souligné, sur la question de la formation, de la recherche.
- La bataille nationale pour la maîtrise de nos choix industriels que nous voulons mener en grand.

C'est pourquoi, nous proposons d'organiser une conférence nationale pour le développement productif, social et écologique. Ce n'est pas un objectif lointain, nous voulons mettre cette question au cœur de tous les débats à gauche, au moment où se mène une réflexion sur les Assises du Front de gauche, où il y a des discussions à gauche, où s'organise le tour de France que je vais mener.

Nous voulons un processus de grands débats publics et citoyens, des États généraux, pour préparer un vrai programme de gauche, un programme de rupture, en dépassant les banalités. Il faut être précis, concrets, car nous en avons soupé des programmes de gauche qui alignent des banalités ou de grandes intentions et qui ne rentrent pas dans le détail. Donc, la question est importante de savoir si figurent, dans un programme de gauche, des droits nouveaux pour les salariés, si y figurent des mesures de mise en œuvre réelle d'un pôle financier public.

Cela suppose un débat bien plus précis avec les forces syndicales, avec les forces politiques de gauche pour faire monter le niveau d'exigence de transformations concrètes qui permettraient de relancer vraiment l'industrie nationale.

Nous souhaitons instaurer un mouvement de luttes permanent pour permettre aux salariés de s'approprier les enjeux. C'est dans les luttes que les idées, le partage des savoirs s'effectuent. C'est donc un enjeu important pour les communistes. Nous avons besoin de faire émerger l'idée que le redressement de la France passe par le développement d'une politique industrielle. Je prends des exemples : transition énergétique, mise en place de la BPI, l'écotaxe, la grève des cheminots, ArcelorMittal, Alstom, Areva, EDF, Sanofi, etc.

Chaque lutte, chaque mouvement doit être l'occasion de nationaliser le débat. Ce n'est pas que la défense de l'emploi, même si cette question est importante. Il faut politiser ces conflits, au sens noble du terme, il faut en faire des enjeux de l'avenir de notre pays, car c'est de cela qu'il s'agit.

De ce point de vue, l'opposition qui est souvent développée entre anciennes et nouvelles industries, est une fausse opposition. La maîtrise des métiers, des savoir-faire, des filières industrielles les plus anciennes est fondamentale et nécessaire. La numérisation, ce n'est pas uniquement l'émergence de filières nouvelles, c'est une question qui traverse l'ensemble des processus industriels.

Pour moi, il n'y a pas d'opposition. Au contraire, c'est une seule et même bataille. Nous voyons que la question c'est d'unir. Unir dans les territoires sur la défense des sites, des métiers, des savoir-faire autour de notre vocation industrielle. Unir contre les divisions et pour un nouveau modèle productif, social et écologique. Et parler d'avenir.

Nous voulons donner de l'oxygène aux luttes. L'opposition avec l'écologie n'est pas juste. Cette question divise les forces de gauche, nous nous devons de pousser le débat.

Nous manquons de convergences pour la promotion d'un nouveau modèle productif, social et écologique. C'est un élément d'unité nécessaire. Pour une nouvelle unité politique, nous devons être exigeants afin de dépasser par le haut les différences d'appréciation existantes, dans un projet politique du 21^e siècle.

Cet effort est indispensable. Il faut continuer à pousser la discussion sur le type de développement de la société dont nous avons besoin. Ainsi, par exemple, la désindustrialisation est de plus en plus perçue dans les esprits comme quelque chose d'inévitable. Nous avons besoin de revivifier la culture populaire afin de montrer que l'avenir industriel de notre pays est une nécessité et qu'il répond aux attentes de la population.

Cela pose la question de la reconquête du pouvoir autour de deux questions largement soulignées dans notre travail. C'est une bataille à fronts multiples, sur le pôle public financier, sur les critères du financement. C'est une bataille que nous menons dans les luttes, que nous menons lorsqu'on nous explique qu'il serait impossible de constituer un tour de table qui puisse prendre le relais quand de grandes entreprises sont en difficulté, comme nous venons de le vivre avec Alstom.

L'exemple d'Alstom est terrible : nous disons au monde que la France n'est pas capable par ses banques ou ses industriels de boucler un tour de table.

Il en va de même au niveau européen lorsque nous nous battons pour le fonds de développement social et la modification profonde du rôle de la BCE. Nous devrions également mener bataille sur les 300 milliards d'euros du plan Juncker qu'on nous présente comme le plan de relance européen. Pas uniquement sur l'insuffisance de la somme par rapport aux besoins qui existent, mais aussi sur la destination de cet argent. En France, il ira vers les pôles de compétitivité tels qu'ils sont gérés aujourd'hui.

L'activité des entreprises industrielles est soumise à la loi de la finance et des actionnaires. Leur ennemi, comme le nôtre, c'est le monde de la finance. Que dit d'autre Bertrand Lucereau, président du comité des PME de l'aéronautique : « *les donneurs d'ordre exigent toujours plus de compétitivité, mais il faut que les PME puissent entrer dans leur marge... en évitant de trop se faire égorger dans les négociations d'achats* ». Il dit encore que le ministère des Finances devrait faire un peu pression afin que les banques se montrent moins tièdes sur certains dossiers.

Effectivement, il y a un pillage systématique de la valeur par les grands groupes et les multinationales sur toute la chaîne de valeur dans leur secteur. Les salariés sont présurésés, les PME aussi.

Se pose également la question de la fiscalité lorsque certains grands groupes – Google, Amazon, Netflix,... –, qui construisent des outils industriels, ne paient pas un euro de fiscalité dans l'Europe entière, comme cela vient d'être montré avec l'accord secret de nombreuses multinationales avec le gouvernement Juncker, au Luxembourg.

Nous avons donc un énorme travail pour solidariser et reconstruire la mutualisation des financements, pour le partage et l'investissement industriel.

Il y a aussi une très grande bataille pour la démocratie et des droits nouveaux.

Cela nécessite une bataille pour une politique industrielle et des droits démocratiques.

Bataille d'abord pour l'appropriation sociale ; la nationalisation avec critères, les participations publiques, les filières et territoires, les coopérations, les droits nouveaux : état suspensif sur décision de justice, délocalisations, contrôle des aides. Cela pèse pour une appropriation multiforme sur les propositions, y compris la propriété des brevets, des marques. Il faut également travailler sur les statuts et le rôle social de l'entreprise.

Et puis, évidemment, il y a toute la bataille sur la fiscalité et les aides aux entreprises (CICE, crédit impôt-recherche, exonérations de cotisations sociales...). Toutes les entreprises sont concernées par cette question-là. Il y a un travail de contrôle social et politique sur ces enjeux.

Voilà le sens des batailles que nous voulons mener ! Nous voulons un mouvement permanent contre l'austérité.

Ce n'est pas possible si, comme l'a dit Jean-François Bolzinger, seul le Medef fait de la politique à l'entreprise et, plus globalement, en fait seul dans la société à propos de ces enjeux fondamentaux du travail, de l'industrie, du sens du développement productif.

C'est pourquoi, j'ai lancé l'idée d'une contre semaine en riposte à la semaine d'action du Medef, entre le 1^{er} et le 8 décembre.

Un tract national est à disposition. J'ai mis à défi Pierre Gattaz, qui a fait une réponse timide. Nous ne lâcherons rien. Nous demandons des comptes sur le CICE.

Les élus communistes, département par département, envoient des lettres aux préfets, pour demander des comptes.

Nous proposons nos arguments contre la loi Macron, qui devient une loi fourre tout. Une loi dangereuse, article par article.

Nous préparons les élections départementales et régionales. Nous souhaitons présenter des candidat-e-s issu-e-s des entreprises et porte-voix des luttes.

Je veux terminer en disant que le travail que nous réalisons pour écrire le projet communiste n'a de sens que si nous le portons dans la population. Il n'a de sens que si nous le portons prioritairement au cœur des lieux de travail.

Il est temps, et nous avons les moyens d'engager la reconquête de l'activité communiste dans les entreprises, comme l'a exprimé Nicolas Marchand. Cela demande d'abord un grand effort volontariste d'organisation, de recensement de nos militantes et militants, de

conviction pour les amener à choisir de militer sur leur lieu de travail. Les communistes sont pour la grande majorité d'entre eux plongés dans le monde du travail. Autour d'eux, nombre de sympathisants, de syndicalistes sont en recherche de réponses politiques, de débats. Nous avons déjà la possibilité, si nous nous en donnons les moyens et si nous en sommes convaincus, de créer ou recréer de nombreuses cellules d'entreprises.

Cela demande aussi un effort d'aide des directions fédérales et de section, un effort de formation auquel beaucoup d'adhérents aspirent.

Cela demande enfin de bien réfléchir à nos objectifs, de définir, voire de redéfinir, ce que doit être le contenu de l'intervention des communistes à l'entreprise. Nous avons, nous le savons tous, une forte lutte idéologique à mener contre le patronat qui donne le « la » de la politique gouvernementale. La campagne sur le coût du capital en est un levier. Notre cartepétition est un outil pour aller au contact, comme le tract national pour notre semaine « opération vérité contre le Medef ». Nous devons, comme nous le faisons souvent, nous confronter aux stratégies patronales, expliquer, dénoncer les choix dictés par la finance.

Nous savons intervenir sur les financements des entreprises, montrer que les moyens pour les investissements, les salaires, l'emploi existent. Nous portons notre projet de sécurité d'emploi ou de formation qui colle avec les exigences des nouvelles technologies. Et nous devons faire effort pour mieux partir de ce que disent et vivent les salariés, de ce qui peut les rassembler.

Ce qui rassemble les salariés d'une entreprise, c'est sans doute d'abord leur travail, leur profession, leur métier. Et le travail est malade. C'est dans l'écart entre l'aspiration des salariés à bien faire leur travail et la réalité de ce qu'on leur demande, de ce qu'on les oblige à faire, de l'organisation de leur travail, que naît principalement cette souffrance au travail qui s'est aujourd'hui généralisée.

C'est sans doute aussi en partant mieux de cette réalité concrète que nous pouvons ouvrir le chemin de la conscience de classe. C'est au cœur de l'entreprise, au cœur du travail, que nous allons faire vivre notre projet communiste. Et c'est par là que germeront de grands élans populaires.